

Agbeyome: le MPDD invite le pouvoir à une issue politique



Le Bureau politique du Mouvement Patriotique pour la Démocratie et le Développement (MPDD) soutient que le mandat d'arrêt international émis contre son président, Agbéyomé Kodjo procède d'un abus de pouvoir. Il déplore qu'un contentieux en matière purement électorale se transforme en une affaire criminelle et invite le pouvoir à une sagesse républicaine. De son côté, la Coordination Internationale de la Dynamique Monseigneur Kpodzro (CIDMK) lance un appel à tous les Togolais à rallier « la Grande Marche Citoyenne et Patriotique de Libération nationale » en branle.

Selon le MPDD, le mandat d'arrêt international lancé contre l'ancien Premier Ministre fut entrepris dans le prolongement d'une manœuvre et empressée cabale judiciaire dénudée de sens que mouvementent les ennemis du peuple togolais, au moment où la Cour de justice de la CEDEAO vient d'ordonner à l'État togolais de faire suspendre la procédure pénale initiée.

« Le Bureau politique du MPDD, déplore le fait que pour la première fois dans l'histoire politique de notre Cher pays, le Togo, un contentieux en matière purement électorale se transforme en une affaire criminelle et ceux qui revendiquent la victoire du peuple souverain en ses suffrages exprimés, font l'objet de poursuites pénales et le vrai vainqueur du scrutin présidentiel activement recherché au moyen d'un mandat d'arrêt international émis contre sa personne »

exprime un communiqué du MPDD publié jeudi.

{loadmoduleid 210}

La formation politique rappelle que pareilles méthodes n'honorent pas leurs auteurs. Elle pense que l'émission du mandat corrobore la thèse d'élimination physique de M. Kodjo et constitue par la même occasion une manière pour le régime de reprendre le pouvoir absolu qu'il a perdu dans les urnes le 22 février dernier.

« Le MPDD exhorte vivement le régime en place, à la sagesse républicaine tendant à abandon de la voie sinueuse sur laquelle il s'engage et l'invite conséquemment, à diligemment rechercher une issue politique à la crise post-électorale », demande le parti.

Par ailleurs dans un communiqué croisé, la CIDMK qualifie de nul et de nul effet le mandat d'arrêt international lancé contre Messan Kodjo.

Pour Dr Edem Atsou Kwasi et compagnie, l'ancien Premier ministre du Togo ne doit plus se présenter devant une justice parce qu'il le véritable gagnant de la présidentielle du 22 février, pensent-ils.

« C'est à ce titre, que la CIDMK, en appelle à toutes les filles et à tous les fils du Togo tout entier, à rallier la Grande Marche Citoyenne et Patriotique de Libération nationale en branle, jusqu'au départ effectif et sans conditions du régime autoritaire du glaive et du sang » a exhorté la Coordination.

Selon les résultats officiels de la présidentielle du 22 février dernier, Agbéyomé Kodjo est arrivé 2^e avec plus de 19% des suffrages exprimés. Il est le dauphin de Faure Gnassingbé réélu avec 70,78%.

{loadmoduleid 212}